

19.02.2010

La société civile européenne soutient les producteurs laitiers : le Comité économique et social européen se prononce pour une régulation du marché laitier

Communiqué de presse

Hamm, le 19.02.10 : Comme l'a déclaré hier le Comité européen économique et social européen (CESE), il est urgent d'engager des mesures qui équilibrent l'offre et la demande sur le marché laitier. Le communiqué de presse du Comité dans le texte : « Les aliments en général et le lait en particulier jouent un rôle bien trop important dans le bien-être des citoyens pour qu'ils soient laissés à la merci des caprices d'un marché libre non régulé. »

Par cet avis, le CESE soutient la position des Producteurs laitiers européens de l'European Milk Board (EMB) qui n'ont cessé de souligner la nécessité d'instaurer une régulation souple de la production permettant d'obtenir des prix du lait équitables. « Un système de mesures s'orientant sur l'offre et la demande est essentiel pour assurer une production laitière durable et écologique au-delà des années 2015 » est-il expliqué dans le rapport.

Le CESE ne cache pas ses critiques à l'encontre de la politique adoptée jusqu'ici par l'Union européenne qui relève actuellement les quotas laitiers dans l'intention de les supprimer à moyen échéance. Cette démarche n'est pas compatible avec l'objectif que s'est fixé l'UE de développer une agriculture durable, explique le CESE dans son communiqué de presse. Ce n'est pas la bonne réponse à la concentration grandissante que connaît le secteur de la distribution qui a dégradé les producteurs laitiers du rang de faiseurs de prix au rang de preneurs de prix.

Le CESE juge également qu'une dérégulation du marché laitier aurait des répercussions négatives de longue portée pour le patrimoine culturel et le développement multifonctionnel des régions rurales.

Après la Cour des comptes européenne, c'est maintenant le Comité économique et social européen qui a pointé l'urgence à abandonner la politique de libéralisation poursuivie par la Commission européenne et le Conseil européen pour adopter une politique de régulation du marché qui soit responsable.

Un changement de cap de la politique laitière européenne est aussi indispensable aux yeux de l'European Milk Board. Romuald Schaber, Président de l'European Milk Board : « Il est besoin à cet effet de fortifier la position des producteurs en prévoyant une dérogation au droit européen sur les cartels et en impliquant les différents groupes de la société dans un office de contrôle chargée de superviser le marché laitier. Le lait étant une denrée périssable et la distribution et l'industrie connaissant ici une forte concentration, il faut une instance supérieure qui permette l'équilibre de l'offre et de la demande. »

Sieta van Keimpema, vice-présidente de l'EMB originaire des Pays-Bas : « Les producteurs laitiers de l'EMB se félicitent de la clairvoyance dont fait preuve le rapport publié hier par la CESE. Seuls des prix stables et des revenus équitables pour les producteurs laitiers pourront garantir à moyen et long terme une production de lait de haute qualité qui soit durable et couvre tout le territoire. Il est grand temps d'agir. »

Contact :

Romuald Schaber (DE) : 0049/1603524703

Sieta van Keimpema (EN/NL): 0031/612168000

Willem Smeenk (FR / NL / DE): 0033/686436156

[Rapport CESE](#)